

INDONÉSIE (TIMOR ORIENTAL)

**Les Nations unies doivent
garantir la sécurité de
leur personnel local**

Index AI : ASA 21/136/99

Alors que les Nations unies se préparent à évacuer dans les vingt-quatre heures leurs derniers représentants de Dili, la capitale du Timor oriental, Amnesty International a engagé l'ONU à assurer la sécurité de l'ensemble des Timorais de l'Est qui ont participé à l'organisation du processus de consultation populaire.

« Les membres du personnel local de la Mission des Nations unies pour le Timor oriental (MINUTO, en anglais UNAMET) sont des cibles toutes désignées – au moins quatre d'entre eux ont déjà été tués par les milices, a déclaré l'organisation de défense des droits humains. Si les Nations unies ne peuvent garantir leur protection, ces personnes doivent être évacuées avec leurs proches. »

Le 8 septembre, les

représentants de la MINUTO à Darwin, en Australie, ont confirmé que des dispositions étaient prises en vue d'évacuer les employés des Nations unies rassemblés au siège de l'organisation internationale à Dili, et espéraient pouvoir assurer le départ des employés locaux de la mission à bord des avions affrétés.

Mardi, à Baucau, des soldats des Tentara Nasional Indonesia (TNI, Forces armées indonésiennes) avaient empêché des membres timorais de la MINUTO d'embarquer à bord d'un avion.

« Les troupes des TNI doivent laisser les représentants de la MINUTO – qu'ils soient étrangers ou timorais – quitter le Timor oriental, sans menacer leur sécurité », a conclu Amnesty International. ?

Amnesty International
BULLETIN D'INFORMATIONS 168/99
8 septembre 1999

Pour obtenir de plus
amples informations, veuillez
contacter le service de presse
d'Amnesty International, à
Londres, au 44 171 413
5566 ou consulter notre site
web
(<http://www.amnesty.org>).